

Décrypt-inFO

Formation spécialisée santé sécurité et conditions de travail ministérielle du 30 mars 2026

#11 bis et 12 : Une cocotte pas loin d'exploser

En résumé

- Une fin de formation spécialisée et le début d'une autre... qui finira le 14 avril.
- Un rapport des médecins précieux !
- Un bilan des visites de la FSM porté par FO permettant de réellement se projeter vers des actions à mener
- Un point sur la situation en Guyane et en particulier sur les CEI de Cayenne, Regina et Kourou permettant à FO de remettre sa plateforme Outre-Mer et à la DRH de prendre conscience que les sujets Outre-Mer doivent être suivis plus précisément
- Des alertes de FO sur la mobilité, sur des réflexions de transfert de missions, sur la charge des agents... restées pour l'instant sans réponse du fait de la non conclusion de l'instance.

Pour aller plus loin :

Présentation du rapport d'activité 2024 des médecins du travail (suite de décembre 2025)

Intervenants FO : Malvina CAUBERE

De quoi parle-t-on ?

Les médecins doivent remettre un rapport qui est étudié au sein des instances afin de donner un aperçu médical aux membres des formations spécialisées. Ces rapports sont importants.

Intervention FO :

Tout d'abord, comme pour le rapport des ISST, un immense merci pour le travail et la compilation des données. Nous ne nous permettrons pas de donner un avis sur ce rapport mais plutôt d'en tirer à nouveau des enseignements.

1. Le premier concerne la capacité du pôle ministériel à suivre la santé de ses agents avec une belle alerte en introduction du document que nous relayons nous aussi. Nous insistons d'ailleurs sur les visites en téléconsultation ou les visites « questions simples » qui déshumanisent et font même penser que cette visite médicale est une « blague ».
2. Un rapide sondage dans les services montre que 1/5 de ces derniers n'ont pas accès à la médecine de prévention, que 40 % des services ont externalisés cette mission. 45 % des médecins ne participent pas au F3SCT, et 30 % d'entre eux ne rédigent pas de rapport.
3. On constate aussi dans ce rapport la perte des missions... et les réorganisations qui continuent inexorablement d'impacter la santé des agents.
4. Quelques sujets sur lesquels on ne peut qu'appuyer au regard des constats croisés :
 - Une réelle alerte de la part des médecins sur les risques psychosociaux avec des constats alarmants : « Les RPS toujours présents et peu d'évolutions », et ce , quel que soit le service concerné ! Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint couplé à un contexte d'inflation réglementaire, l'inadéquation des effectifs par rapport aux missions, favorise les injonctions contradictoires lorsque les arbitrages ne sont pas aboutis. »

« L'implication de l'agent devient la variable d'ajustement. »

Conduisant à une usure professionnelle avec une exigence au travail de plus en plus élevée. Et nous ne pouvons que rejoindre mille fois la conclusion du rapport : **« Un travail collaboratif renforcé entre acteurs de la prévention, managers et employeur est indispensable pour développer une véritable prévention primaire. Aujourd'hui les actions se concentrent encore trop sur la prévention tertiaire. Il est essentiel de se doter d'outils permettant d'identifier les organisations pathogènes afin de dépasser une lecture psychologisante des difficultés qui tend à minimiser la responsabilité des structures de travail. »**
 - Un sujet que nous avons déjà amené il y a plusieurs mois et relayé lors de la précédente séance : « Les situations pathogènes créées par les RPS et les facteurs de risques énoncés conduisent à des arrêts » : oui, mais l'administration ne les reconnaît plus !
5. Les TMS et la nécessaire prise en compte complète du sujet, y compris sur l'aménagement ergonomique des postes de travail qui, en 2025, ne coulent toujours pas de source (et encore moins en télétravail) ! Puis évidemment, en prenant en compte les RPS.
6. Sur ces 2 thématiques que nous venons de citer, FO insiste également sur les situations des agents de DDT/DDTM dont la couverture par la médecine de prévention reste parfois compliquée et sur les constats également soulignés par les médecins de prévention quant à l'usure des agents subissant des transferts/abandons de missions et autres restructurations, d'une part, injonctions et décisions préfectorales toutes-puissantes devant la continuité et le portage même des politiques publiques ministérielles censées s'appliquer à tous les citoyens de notre République. La perte de sens est évoquée et l'éloignement des agents des DDT/DDTM du pôle ministériel ne doit en rien être oublié de ce même Ministère. D'autant plus que ces derniers sont confrontés à des gestions de proximité parfois

chaotiques de la part des SGCD qui recherchent une certaine harmonisation, mais comme trop souvent par le bas. Alors FO profite de ce rapport pour vous rappeler que vous avez des agents ministériels en DDI qui tiennent à leur identité ministérielle et qui attendent une véritable reconnaissance de votre part qui passe par une meilleure transparence dans la gestion des parcours professionnels et autres actions ministérielles dont ils dépendent. L'appui et l'information des gestionnaires de proximité en SGCD ont également besoin de votre appui, FO vous le rappelle également à cette occasion.

7. Les personnels des DIR endeuillés cette année par 3 décès. Population à risque avec de nombreuses problématiques car soumis à des rythmes de travail atypiques.
8. Sur la sédentarité, en particulier en télétravail, une alerte également qui devra alimenter nos travaux.
 - Une nécessité de travailler sur des métiers aux risques particuliers comme, par exemple, les CTT dont nous vous avons parlé à de nombreuses reprises
 - L'insistance des médecins sur la nécessaire prévention de la maladie de Lyme et du tétanos nous interpelle
 - Nous profitons de ce rapport également pour alerter de nouveau sur l'exposition à l'amiante et surtout sur le suivi et sur les difficultés de reconnaissance, que ce soit au moment de l'exposition ou celui du départ à la retraite, même quand tout est terminé. Nous demandons un suivi précis de ces cas !
 - Plus de 15 000 km par an de déplacement pour des agents avec les méga Régions, ceux qui ne peuvent bénéficier de la visio, car la majorité de leurs missions ne s'y prêtent pas. Nous vous alertons depuis de nombreuses années, le COVID avait réduit le sujet, mais il est nécessaire de le considérer.
 - Le risque émergent des 2 roues amenant à réinterroger le risque routier
 - La nécessité de mobiliser les équipes pluridisciplinaires lors des réorganisations.
9. Nous ré-insistons ici sur la pollution de l'air et sur votre engagement d'y travailler. FO a d'ailleurs amené aujourd'hui un capteur de qualité de l'air pour mesurer la qualité de l'air de cette salle et pour vous sensibiliser à nouveau au sujet, en intérieur, mais aussi en extérieur (comme cela est également signalé dans le rapport)
10. Sur le focus « changement climatique » il est une bonne base pour le travail qui nous attend !

A retenir des débats :

L'ensemble des organisations syndicales saluent ce rapport. Les conclusions des médecins sont précieuses.

Sur les rapports dans les services, la médecin référente juge elle aussi qu'ils sont nécessaires mais en effet, parfois la couverture médicale ne le permet pas. Ce sujet inquiète et devra être discuté.

La DRH indique qu'elle priorise les recrutements de médecins et d'infirmier.e.s du travail.

Sur le rapport de l'ANSES sur la pollution de l'air, la DRH indique ont saisi la DGT pour avoir des valeurs limites d'exposition professionnelle. Ce n'est pas une priorité de la DGT. Un travail a été initié en interne DRH sur des éléments à mettre en œuvre.

Sur les agents des DDI, un GT mis en place avec les ministères de l'ATE, celui de février ayant été dédié au sujet médecine de prévention.

Dans le cas de la prévention de la maladie de Lyme, il est indispensable que l'agent le déclare au plus vite la piqûre, qu'il y ait ensuite un développement de la maladie ou pas.

Ces données servent l'analyse de la situation sur la santé des agents et alimentent nos travaux sur le plan de prévention (cf la suite).

Bilan des visites de sensibilisation 2025 des membres de la formation spécialisée (suite de décembre 2025)

Intervenants FO : Malvina CAUBERE

Nous aurions apprécié faire un réel compte-rendu de ces visites et surtout des éléments qui peuvent nourrir les travaux de cette instance.

Nous nous permettons donc de le faire de notre côté :

Bilan de la visite du 6 février : DIR Nord sur viabilité hivernale

- Le sujet des déchets aux abords des routes
- Partenariat avec psychologue clinicienne spécialisée sur le risque traumatique : peut-être une fiche pratique sur le deuil à travailler ?
- Expérimentation de l'éveil musculaire dans le cadre du travail à faire sur les TMS
- Un retour d'expérience sur les événements particuliers (crise migrants par ex) qui pourrait être mis à profit pour d'autres services
- Les expérimentations à suivre sur le Raptor et les gilets lumineux
- Le sujet « addictions » qu'il me semble bon de remettre aussi au niveau national
- Un PMS régulier qui permet de sensibiliser largement à la sécurité et d'impliquer toute la chaîne
- Sur la VH : on notera le principe de la conduite à 2 sauf pour le précuratif sans lame, l'organisation externalisation/régie qui semble fonctionner, une vision géolocalisée des véhicules, une politique matériels/fournitures rodée, y compris sur le stockage de sel couvert, un éventuel sujet sur le week-end en termes de temps de travail, une conscience du changement « climatique » impactant la nature des interventions (à suivre...)

Bilan visite du 13 novembre : DDTM et DIRM sur le sujet « patrouilles en mer »

- Mixité des locaux et ventilation (et ce ne doit pas être spécifique aux locaux DDTM)
- Questionnement sur le risque d'intoxication par les batteries : ce risque est-il pris en compte ?
- La question concernant les plongeurs qui, contrairement à ce qui avait été dit en début de mandat, n'est pas anecdotique
- La question du retour vers les agents des risques qui sont identifiés sur leur poste est toujours d'actualité
- Plus lointain de nos sujets propres, mais quand même : un entremêlement des compétences et des synergies qui ne sont pas toujours très claires
- Un sujet de l'accès à la formation pour les agents sur patrouilleurs et surtout qui a quelle formation, en particulier sur les formations « soft skills » :

gestion des conflits, parcours pour assistance aux personnes, détection chocs psychologiques, ...

A retenir des débats :

La DRH prend note

Approbation du procès-verbal des séances du 13 octobre 2025 et du 11 décembre 2025 de la formation spécialisée ministérielle (pour avis)

Intervenants FO : Malvina CAUBERE

Comme à notre habitude nous profitons de ce point pour un rappel sur les sujets non encore traités. Je précise encore que ces rappels sont également fait en réunion de préparation de l'instance.

Sur le PV du 13 octobre :

- Suite à notre rerelance (ou relance au cube), engagement de la DGAMPA de fournir les éléments de cadrage sur le retrait du mercure
- GT spécifique CTT
- Retour vers la FSM sur le rapport d'inspection sur l'IA ?

Unanimité - CGT ne prend pas part au vote.

Sur le PV du 11 décembre :

- Nous vous rappelons la demande de disposer des rapports d'audit des deux accidents mortels

Unanimité

CGT : quelques engagements du ministre ne se voient pas encore dans les services

Présentation de la Mission Guyane (pour information)

Intervenants FO : Olivier GLEIZES

Le constat pour la Guyane est alarmant...et malheureusement commun à d'autres territoires ultra-marins comme à Mayotte.

Les services mais surtout les agents de l'États sont abandonnés. Quand vont-ils pouvoir travailler au CEI de Régina ?

Comment voulez-vous effectuer un travail qualitatif quand vous êtes soumis à des conditions de travail déplorable (local, logement EPI). Dans quel état d'esprits les agents se retrouvent-ils ? comment voulez-vous qu'il n'y est pas d'accident sans parler de l'image déplorable de la république.

Il devient urgent d'intervenir sur ces territoires et de redonner les moyens d'actions aux agents ainsi que des conditions de travail et de salaire dignes.

Pour le cas de la Guyane, il est urgent de réaliser les locaux du CEI de Regina. En effet, le CEI n'existant pour l'instant pas, les agents doivent dormir entre le lundi et le vendredi, dans des locaux mis à disposition par la collectivité, locaux qui sont insalubres.

Nous vous demandons un premier message fort en réalisant ces travaux le plus rapidement possible.

A retenir des débats :

La note SG préconisait une visite et non une inspection.

En complément de l'intervention de l'ISST, la DGITM prend également la parole pour indiquer que les travaux de rénovation sont en cours à divers endroits. Concernant le CEI de Regina, les crédits sont disponibles mais plusieurs aléas ont empêché le démarrage des travaux : plus de terrain disponible, lots infructueux. FO demande de mettre tout en œuvre pour réaliser ces travaux.

FO a ouvert également le débat sur les autres territoires ultra-marins.

La DRH s'engage à faire la liste des sujets cités et de les suivre dans la FSM.

2 motions sont votées

Guyane : unanimité

OM : unanimité (abstention SNCTA)

Tableau des accidents graves, mortels et des suicides

Intervenants FO :

Nous vous remercions de la synthèse de nos échanges lors de la réunion de préparation. Nous y retrouvons fidèlement ce que nous y avons porté en particulier :

- Nécessité de repenser le système de remontées et de traitement des situations difficiles
- Penser à la fiche réflexe gestion du deuil (cf séance précédente)
- Sur l'alimentation et la lutte contre la sédentarité : nous attendons plus et nous aurons l'occasion de le redire dans le bilan du plan de prévention.
- Sur Mayotte, les agents ont été dans la difficulté pour porter secours. Ils souhaitent pouvoir bénéficier de formation au premiers secours et gestes qui sauvent. Cela doit se généraliser dans les services tout comme les formations SST (mais on y reviendra ultérieurement).
- Les accidents domicile-trajet pour les DIR ou VNF se multiplient, une analyse doit être faite pour connaître l'état de fatigue des agents.

Enfin pour terminer, nous avons acté que cet exercice serait complété par un tableau avec quelques indicateurs comme le tableau des accidents. Où en est-il ?

A retenir des débats :

Alerte DIR N et OFB

Modification du règlement intérieur à prévoir sur l'introduction de la réunion préparatoire sur les accidents.

Motion CGT sur CSA réseau (DIR, mer, agences de l'eau)

POUR : CGT – FSU

CONTRE : **FO** – CFDT – UNSA

Abst : SNCTA

FO vote contre cette motion car nous sommes défavorables au découpage du pôle ministériel. Les instances ministérielles nous prouvent la richesse des débats sur plusieurs thématiques et ces instances n'empêchent aucunement la présence des directions métiers et des groupes de travail particuliers quand cela s'avère nécessaire.

Présentation de la partie 6 du RSU 2024

Point reporté faute de temps – sera traité lors de la reconvoction

Bilan du plan d'action ministériel pluriannuel relatif à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail 2023- 2027

Point reporté faute de temps – sera traité lors de la reconvoction

La déclaration préalable de FO :

Monsieur le président,
Mesdames et messieurs les membres de la formation spécialisée,
Chers camarades,

Outre le contexte international et national, nous nous retrouvons aujourd'hui dans un contexte ministériel que chacun connaît, que chacun constate... et que, malheureusement, trop peu de décisions viennent encore infléchir.

Car ce qui remonte du terrain est désormais sans ambiguïté : la pression monte. Elle monte lentement, continûment, dans les services, dans les collectifs, chez les agents. Et ce qui pouvait encore ressembler hier à des tensions ponctuelles prend aujourd'hui la forme d'un étau qui se resserre, voire, dans certains cas, d'une véritable cocotte-minute. Dans ce contexte, FO aurait aimé pouvoir dire aux agents que des solutions sont en train d'émerger. Que des marges de manœuvre sont identifiées. Que des décisions sont prises. Mais, à ce stade, ce sont surtout des blocages, des attentes et des incompréhensions qui dominent.

Prenons d'abord la question de la mobilité.

Aujourd'hui, le constat est simple : les dispositifs en place permettent de sortir... mais plus de rentrer.

Des compteurs dans tous les sens, des règles opaques, des équilibres introuvables — et, au final, des services qui se vident sans pouvoir recruter.

Derrière ces mécanismes, ce sont des situations humaines de plus en plus difficiles : des agents fragilisés par des restructurations à qui l'on demande de bouger... sans leur en donner réellement la possibilité.

Des parcours professionnels bloqués. Des tensions qui s'accumulent.

Et, dans certains cas, des situations qui s'apparentent dangereusement à du harcèlement. Au-delà des situations individuelles, c'est désormais un problème collectif majeur : des équipes désorganisées, des missions fragilisées, une perte de sens qui s'installe et un pilotage à vue. Et une guerre des « jetons ».

Face à cela, FO pose une question simple : quelles sont aujourd'hui les marges de manœuvre réelles de l'administration — et surtout, y a-t-il la volonté de les activer ?

Cette question dépasse largement le seul sujet de la mobilité.

Elle se pose également sur le temps de travail, sujet sur lequel les agents attendent, depuis longtemps, des avancées concrètes. Des avancées et pas des régressions.

Après des mois d'attente, une réunion s'est tenue. Elle était attendue. Elle était nécessaire. Elle n'a, malheureusement, apporté aucune réponse.

Des constats partagés, des données déjà connues, des attentes clairement exprimées par FO...

Mais aucune décision, aucune ouverture, aucune perspective.

Pendant ce temps, les signaux continuent de se dégrader : heures écrêtées en hausse, surcharge de travail, travail dans l'urgence. Comme premier indicateur : déjà 500 ETP "au noir" (RSU 2024), et 500 ETP supprimés en 2026 = 1000 ETP de travail dissimulé 2026 constituant la base de la souffrance au travail.

Et pourtant, des solutions existent. Elles ont été proposées par FO. Elles sont, pour certaines, simples, concrètes, et sans coût.

La mise en place effective de la semaine de 4,5 jours, la possibilité d'une semaine de 4 jours, l'introduction de journées de récupération... Autant de mesures qui permettraient immédiatement de desserrer l'étau.

Mais là encore, la réponse apportée semble être... d'attendre. D'expérimenter encore. De constater encore.

Or, pendant que l'on observe, la pression, elle, ne fait qu'augmenter.

Cette même pression se retrouve dans d'autres évolutions en cours, notamment autour du déploiement des outils numériques et de l'intelligence artificielle.

Les agents le disent très clairement : les outils se multiplient, se superposent, se complexifient.

Et, loin de simplifier le travail, ils transfèrent progressivement un nombre croissant de tâches vers les agents eux-mêmes.

Saisie RH, gestion du temps, multiplicité des interfaces...

Avec, à la clé, une charge cognitive accrue, des pertes de temps, et un sentiment de dépossession du cœur de métier.

FO demande qu'un bilan clair et transparent soit réalisé sur ces transformations.

Car là encore, derrière l'innovation affichée, les conditions de travail, elles, se dégradent.

Dans un contexte marqué par la hausse des coûts, notamment énergétiques, d'autres leviers pourraient pourtant être activés pour alléger le quotidien des agents : réduction des trajets contraints, facilitation des remisages à domicile, organisation du travail repensée.

Des pistes existent. Elles mériteraient d'être explorées avec volontarisme.

De la même manière, la question des astreintes, dont la revalorisation a été annoncée à plusieurs reprises, reste en attente. Là encore, les engagements doivent désormais se traduire en actes.

Nous souhaitons également attirer votre attention sur un sujet en cours d'évolution dans le champ maritime.

Il semblerait qu'un nouvel acte de délégation aux bureaux d'étude privés soit en bonne voie. FO demande une transparence totale sur ce projet.

Pour la FEETS FO, la privatisation du contrôle des navires, en le confiant à des sociétés de certification, a été une erreur — une erreur que la fédération a dénoncée et continue de dénoncer.

Nous le réaffirmons clairement aujourd'hui : FO s'opposera à toute nouvelle étape de privatisation, notamment du deuxième niveau de contrôle.

Car l'organisation même du marché, ainsi que la taille des flottes, créent une interdépendance entre armateurs et certificateurs. Dans ces conditions, l'indépendance des contrôles ne peut être garantie.

Et les faits sont là pour le rappeler : les dernières marées noires ont impliqué des navires pourtant certifiés.

Sur ce sujet, il ne peut y avoir d'ambiguïté : il s'agit à la fois de sécurité, de crédibilité de l'action publique, et de conditions de travail des agents.

Enfin, puisque les sujets relatifs aux outre-mer sont inscrits à l'ordre du jour de cette instance, FO souhaite, comme à son habitude, remettre officiellement une plateforme de revendications issue d'une conférence qui s'est tenue le 16 mars 2026.

Cette plateforme vise à porter de manière structurée les attentes spécifiques des agents exerçant dans ces territoires.

FO attend que cette plateforme fasse l'objet d'une attention réelle et de suites concrètes, à la hauteur des enjeux pour les agents concernés.

Au fond, tous ces sujets ont un point commun.

Ils ne relèvent pas uniquement d'organisations ou de procédures. Ils touchent directement à la santé mentale et physique des agents. Et sur ce point, les signaux sont désormais trop nombreux pour être ignorés.

Fatigue, perte de sens, tensions dans les collectifs, sentiment de ne pas être entendu... Ce ne sont plus des signaux faibles. Ce sont des alertes.

Alors oui, des diagnostics existent. Oui les chiffres sont partagés. Oui les constats Oui, des plans sont évoqués.
Mais à ce stade, ils ne suffisent plus.

Car ce que les agents attendent aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des analyses supplémentaires.

Ce sont des décisions.

Des arbitrages.

Des actes concrets.

L'étau peut encore être desserré.

La pression peut encore retomber.

Mais cela suppose une chose essentielle : passer d'une logique de constat à une logique d'action.

FO reste pleinement disponible pour y contribuer.

Encore faut-il que les espaces de dialogue permettent réellement de construire ces réponses.

Je vous remercie.